

## Pour une planète vivable : l'ESS à l'International

Nicolas HEEREN, Gérant de la SIDI<sup>1</sup>

L'ESS couvre (heureusement) une gamme large d'organisations et d'activités en France. Mais il est aussi intéressant de s'arrêter un temps sur l'ESS à l'international. Les organisations de solidarité internationale, les ONG de solidarité internationale, de développement, d'urgence ou de défense des droits humains, partagent les mêmes préoccupations et enjeux abordés lors de ce congrès d'ESS, souvent même avec encore plus d'acuité qu'en France : l'imaginaire renouvelé, une planète vivable, une démocratie debout, un travail sur le bien vivre, des liens et surtout, me semble-t-il, une société (une planète !) juste et qui protège.

Je voudrais faire de cette contribution aussi quelque chose plus personnel. Parfois les choix de vie épousent l'évolution portée par une autre approche de l'économie, de la solidarité et du social. En faisant ce parcours, on rencontrera des exemples de l'ESS à l'international, mais ils prendront, j'espère, aussi plus de profondeur.

Je suis d'origine néerlandaise, et les Pays-Bas des années 1980 autorisaient de faire un service social à la place d'un service militaire, ce qui m'a permis en 1983, de travailler pour la Fondation TOOL, une organisation qui visait apporter des technologies dites « appropriées » car maîtrisable sans rendre dépendant (une sorte de *low tech* avant la lettre) aux pays du Sud. L'originalité de ces organisations de « technologies appropriées » réside dans le fait qu'il ne s'agissait pas juste d'un mouvement « au Nord », mais une véritable démarche globale avec des « centres de technologies appropriées » un peu partout dans le monde que ce soit en Inde, en Afrique, en Amérique Latine ou en Asie, et même en Chine. Le GRET en France est issu de ce même mouvement et existe encore aujourd'hui comme un acteur de référence dans l'écosystème des ONG de développement.

Ce mouvement était né dans les années 1970/80 autour de la publication du Rapport du Club de Rome, « Les limites de la croissance » en 1972, dont le sens a été renforcé par le Rapport Brundtland en 1987 qui lance le concept de développement durable comme on le pense encore aujourd'hui face aux enjeux environnementaux résultants de la production et consommation non-durable au Nord et la pauvreté au Sud.

Certes, un peu naïvement, on pensait avec nos têtes d'agronomes, d'ingénieurs et de techniciens, pouvoir mettre en place un « imaginaire » et une « planète vivable » sans trop prendre en compte les réalités sociales et géopolitiques de la marche du monde. Ce mouvement de TA est oublié aujourd'hui mais reste un précurseur d'une certaine idée d'un monde plus juste. Sa dimension véritablement globale et sa force d'imaginaire sont ainsi restés des marqueurs dans mes choix personnels.

C'était donc assez logique de me trouver au Bangladesh en 1987 comme volontaire pour une ONG britannique, non pas dans une logique de « projet de développement », mais plutôt en appui aux acteurs locaux, - en l'occurrence des écoles de formations techniques non-

---

<sup>1</sup> Ancien directeur de partenariats internationaux du CCFD Terre Solidaire ([www.ccfid-terresolidaire.org](http://www.ccfid-terresolidaire.org)) et ancien directeur de programmes, méthodes & techniques de Handicap International (Humanité & Inclusion, [www.hi.org](http://www.hi.org)), ancien directeur du CIEDEL, centre international d'étude pour le développement local ([www.ciedel.org](http://www.ciedel.org)). Actuellement en tant que Directeur de Finance Solidaire du CCFD Terre Solidaire, Gérant de la SIDI ([www.sidi.fr](http://www.sidi.fr)).

gouvernementales, donc plutôt des actrices locales ! -, dans l'objectif de les renforcer par la mise en place d'une organisation regroupant 25 écoles dans une plateforme.

Il faut se rappeler le Bangladesh des années 80 : à peine indépendant (1971) et sorti d'une guerre de libération terrible où l'Inde voisine est venu *in fine* à l'aide du peuple Bangla contre son oppresseur le Pakistan (Occidental, comme on disait à l'époque). Ce qui fut par ailleurs une solidarité (aussi linguistique, la langue bangla est parlé des deux côtés de la frontière) où la dimension religieuse (Inde hindoue / Bangladesh musulman) ne jouait pas les oppositions simples, voire simplistes, d'aujourd'hui.

C'est dans ce Bangladesh, pays le plus pauvre de la planète à l'époque<sup>2</sup>, gouverné par un Général, mais sans doute une société plus ouverte qu'aujourd'hui, que les premières véritables ONG du Sud se sont construites et ont trouvé leur force. Les BRAC (Bangladesh Rural Advancement Committee), Proshika, mais aussi Caritas Bangladesh ou encore la Grameen Bank ne sont pas des « branches » des ONG du Nord, mais des véritables dynamiques locales. Ne soyons pas naïf, ça arrangeait bien le gouvernement en place à l'époque de laisser ces ONG bangladeshi s'occuper de la santé, l'éducation ou encore d'inventer la microfinance pour les initiatives économiques plutôt de le faire lui-même.

Notons qu'aujourd'hui, BRAC est devenu une ONG internationale présente dans 12 pays y compris en Afrique. La Grameen Bank, à travers sa Fondation, travaille dans 27 pays partout dans le monde. Cette internationalisation ne va pas sans observations critiques, mais le moins qu'on puisse dire est qu'un certain décentrement, voire *décolonisation*, a eu lieu dans ces années 1980 par rapport aux centres de pouvoirs de pensées des approches du développement.

Aujourd'hui, selon les sources, il y a des millions d'ONG dans le monde<sup>3</sup> avec à la première place, non pas une ONG du Nord, comme on aurait pu penser, mais justement BRAC... (MSF est N° 3), même si ceci dépend aussi des critères appliqués. Quant au budget global que ces ONG représentent, les informations sont moins faciles à trouver. Mais d'un point de vue des bailleurs, il y a au moins un flux vers les ONG de près de 11,4 billions de dollars US des 10 plus grands bailleurs (UE, ONU, APD, ...) auquel s'ajoutent les fonds privés, souvent sous forme de collecte de petites sommes apportées par des citoyennes et des citoyens dans un geste de solidarité. Cette dernière est un facteur qui distingue les ONG d'autres acteurs économiques car elle représente une forme de volonté (certains disent « taxe ») de solidarité que les gens nés par le hasard des naissances dans les parties riches du monde doivent aux plus pauvres. Mais avec un ciblage qui ne dépend que des personnes individuelles et de leurs choix libres (et, diront les cyniques, des capacités de communication des ONG).

Mais comme on vient de voir, l'aide publique au développement (APD) est également une source (et cette fois-ci un vrai impôt destiné) importante pour les ONG. Or, cette APD est soumise actuellement (ou dans l'avenir proche) à de fortes évolutions. Notamment l'APD de subvention (dite à fond perdu) va connaître sans doute des baisses importantes. Soit à cause des équilibres des budgets d'Etat en général (rien qu'en France une baisse de 800M€ pour l'APD en 2024), soit par choix idéologique d'une droite radical et populiste (Italie, Pays-Bas) privilégiant « la Corrèze avant le Zambèze », c'est-à-dire « America First » ou un autre pays avant la solidarité avec les autres...

---

<sup>2</sup> En 1987 il n'y avait pas encore d'IDH. Le PIB par habitant était de 160 USD ; aujourd'hui de 6263 USD/hab. ppp et un IDH en 1990 de 0,39 et le double aujourd'hui (0,66) 129<sup>ième</sup> place sur 191.

<sup>3</sup> Selon le site « development-aid » (<https://www.developmentaid.org/>) on serait même 12 millions.

Tout en défendant dans ce contexte le maintien d'une APD importante, il est également intéressant de voir les avantages d'une approche par l'ESS à l'international, notamment celle qui s'appuie, comme la microfinance, sur des apports en capital ou en dette / prêt concessionnel ou prêt soutenu par des garanties. Car l'effet de réutilisation du capital dans la microfinance, permet une utilisation du même Euro plusieurs fois et augmente en ce sens l'impact. Si le « don » reste un geste de solidarité noble et incontournable, la participation dans un capital qui peut retourner plusieurs fois sur le terrain géré par des Institutions de microfinance (IMF) au Sud qui visent des appuis aux solutions portées localement (c'est-à-dire avec une finalité d'ESS) méritent plus que notre attention, un soutien fort des pouvoirs publics.

Ceci peut se faire par l'actionnariat solidaire non-rémunéré comme on le pratique à la SIDI depuis 40 ans ; ou via l'épargne solidaire ; ou des constructions avec des apports en capital faiblement rémunéré comme dans des fonds dédiés, avec des critères de retour sur investissement qui sont plutôt de type social ou environnemental qu'uniquement financier.

Faut-il encore faire porter les coûts d'accompagnement, d'appui, de formation et de transaction de la microfinance. Car ils ne sont pas finançables comme dans le système bancaire classique sur les marges ou les intérêts que les IMF du Sud peuvent générer. Au contraire, plus les montants (les tickets) destinés aux bénéficiaires sont petits (« micro prêt »), plus l'accompagnement est, relativement parlant, cher. Si on ajoute à cette situation, le choix de faire de la microfinance dans des pays du Sud dont les contraintes sont encore plus importantes (incertitudes des activités économiques, changement climatique et impact sur l'agriculture, contexte politique, inflation et perte de valeur de la monnaie locale, etc.), il est clair qu'un apport dans une logique de subvention reste nécessaire.

Ceci est d'ailleurs largement le cas pour l'ESS en France.

La question cruciale aujourd'hui pour l'ESS à l'international et pour les acteurs impliqués est de pouvoir avoir accès à des subventions qui permettent justement de créer l'effet de réutilisation dont on parle ci-dessus.

Comme pour l'ESS en France et en Europe, l'ESS à l'international pour les pays du Sud a d'urgence besoin des appuis spécifiques comme des subventions lors d'une phase de démarrage mais aussi pour financer l'accompagnement et l'assistance technique permettant les mis à l'échelle nécessaires, des apports en capital dont la rentabilité est zéro car solidaire, ou adaptée et faible par la prise en compte des effets sociaux et environnementaux, des fonds de garantie contre des risques, des prêts longue durée adaptée, etc, etc ....

Il faut avancer maintenant. Avec les acteurs et actrices publics et privés. Pour qu'on puisse dire dans dix ans que l'ESS à l'international contribue aussi pleinement à cette société juste et cette planète vivable qu'on souhaite toutes et tous.